

KV

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 40.005/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, le 7 mars 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit et des entreprises d'investissement", a donné le 27 mars 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

Ainsi que l'explique le rapport au Roi joint au projet, celui-ci constitue l'exécution de l'article 185, alinéa 2, 2°, de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, selon lequel

"Le Roi détermine, sur avis de la CBFA, pour l'ensemble des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif (...) les règles à respecter par les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif pour l'établissement, le contrôle et la publication de leurs comptes consolidés, ainsi que pour l'établissement et la publication des rapports de gestion et de contrôle relatifs à ces comptes consolidés."

L'alinéa suivant du même article prévoit qu'

"Il peut à cette fin adapter, modifier et compléter les règles prises en exécution de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises et, dans les conditions des articles 122, alinéa 1^{er}, et 123 du Code des sociétés, les règles prises en exécution des articles 92 et 117 du Code des sociétés."

L'article 2 du projet prévoit à cet effet le remplacement du premier alinéa de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit et des entreprises d'investissement, dont la rédaction actuelle

.../...

est celle résultant de l'article 2, 1°, de l'arrêté royal du 5 décembre 2004 portant modification de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit, qui a remplacé cet alinéa par le suivant :

"Le présent arrêté s'applique :

- 1° aux établissements de crédit de droit belge visés à l'article 1^{er} de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, à l'exception de la Banque Nationale de Belgique, de l'Office des chèques postaux et de la Caisse des dépôts et consignations;
- 2° aux entreprises d'investissement de droit belge visées à l'article 44 de la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires et conseillers en placements."

Ainsi, au lieu de seulement compléter cette énumération par un 3° visant les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif de droit belge, afin d'étendre à ces dernières l'application de l'arrêté royal du 23 septembre 1992, précité, l'article 2 du projet remplace également les actuels 1° et 2° reproduits ci-dessus, en modifiant de surcroît la fin du 1°.

Ces 1° et 2° ne constituent toutefois pas l'exécution de l'article 185, alinéas 2 et 3, de la loi du 20 juillet 2004, précitée, sur lequel se fonde le projet, mais, respectivement, de l'article 44, alinéa 3, 2°, de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et de l'article 91, alinéa 2, 2°, de la loi du 6 avril 1995 relative au statut des entreprises d'investissement et à leur contrôle, aux intermédiaires financiers et conseillers en placements.

S'agissant plus particulièrement de la modification de la fin du 1°, il faut aussi relever que l'article 44, alinéa 3, 2°, de la loi du 22 mars 1993, précitée, requiert, outre l'avis de la Commission bancaire, financière et des assurances, celui de la Banque nationale de Belgique, qui n'a pas été demandé, et que le dernier alinéa de ce même article prévoit aussi que

"Les arrêtés et règlements prévus au présent article sont pris après consultation des établissements de crédit représentés par leurs associations professionnelles."

.../...

Or, le projet n'a pas non plus fait l'objet d'une telle consultation.

En ce qui concerne les modifications visées au point 1° et 2°, il y a lieu de procéder aux consultations légales indiquées ci-dessus. Le préambule doit être adapté en conséquence. À défaut de procéder de la sorte, l'article 2 du projet ne peut pas remplacer l'ensemble de l'alinéa 1^{er} de l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 23 septembre 1992, précité ¹ : il doit se limiter à le compléter par le 3°, en projet.

Cette observation est formulée sous réserve des autres observations ci-après, qui impliquent un remaniement plus fondamental du projet.

Fondement juridique

1. Du rapport au Roi joint au projet ressort ce qui suit :

"L'arrêté soumis à Votre signature prévoit que les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, constituées selon le droit belge, sont soumises, comme les établissements de crédit et les entreprises d'investissement, à l'obligation d'utiliser les normes comptables internationales pour établir leurs comptes consolidés afférents à l'exercice commençant le 1^{er} janvier 2007 ou après cette date. Ce régime rejoint le règlement européen du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales, qui impose aux sociétés cotées (dites dans le règlement "sociétés faisant appel public à l'épargne") l'obligation d'appliquer un jeu unique de normes comptables internationales pour établir leurs comptes consolidés.

L'arrêté impose l'utilisation des normes comptables internationales aussi bien aux sociétés cotées qu'aux sociétés non cotées. Il est en cela conforme à l'article 5 du règlement précité, lequel prévoit que les États membres peuvent autoriser ou obliger les sociétés autres que les sociétés cotées à établir leurs comptes consolidés conformément aux normes comptables internationales visées. Cette extension est déjà applicable aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement depuis l'entrée en vigueur de l'arrêté royal du 5 décembre 2004 portant modification de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit. Dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 5 décembre 2004, l'application obligatoire des normes comptables

(1) L'alinéa 2 du préambule du projet devrait aussi être complété, afin d'y viser plus spécialement l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de cet arrêté royal du 23 septembre 1992, remplacé par l'arrêté royal du 5 décembre 2004. Ce remplacement devrait de même être mentionné dans le liminaire de l'article 2 du projet, ainsi d'ailleurs que dans son article 1^{er}, puisque l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 5 décembre 2004, précité, remplace l'intitulé de celui du 23 septembre 1992.

internationales par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement cotés et non cotés est motivée par référence à la comparabilité de l'information financière et à l'accès au marché des capitaux. Les raisons qui plaident en faveur de l'application obligatoire des normes comptables internationales par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement s'appliquent mutatis mutandis aux sociétés de gestion d'organismes de placement collectif. En outre, les établissements de crédit, les entreprises d'investissement et les sociétés de gestion d'organismes de placement collectif sont tous actifs dans le secteur financier où ils exercent des activités fort apparentées."

Ces explications appellent l'observation suivante.

L'article 5 - "Options concernant les comptes annuels et les sociétés qui ne font pas appel public à l'épargne" - du règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales prévoit certes que

"Les États membres peuvent autoriser ou obliger (...) les sociétés autres que celles visées à l'article 4 à établir leurs comptes consolidés et/ou leurs comptes annuels conformément aux normes comptables internationales adoptées selon la procédure prévue à l'article 6, paragraphe 2."

Cependant, selon l'article 4 - "Comptes consolidés des sociétés qui font appel public à l'épargne" - du même règlement,

"Pour chaque exercice commençant le 1^{er} janvier 2005 ou après cette date, les sociétés régies par le droit national d'un État membre sont tenues de préparer leurs comptes consolidés conformément aux normes comptables internationales adoptées dans le cadre de la procédure prévue à l'article 6, paragraphe 2, si, à la date de clôture de leur bilan, leurs titres sont admis à la négociation sur le marché réglementé d'un État membre au sens de l'article 1^{er}, point 13, de la directive 93/22/CEE du Conseil du 10 mai 1993 concernant les services d'investissement dans le domaine des valeurs mobilières." ²

(2) Selon l'article 69 de la directive 2004/39/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les marchés d'instruments financiers, modifiant les directives 85/611/CEE et 93/6/CEE du Conseil et la directive 2000/12/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant la directive 93/22/CEE du Conseil, "La directive 93/22/CEE du Conseil est abrogée (le 30 avril 2006). Les références à la directive 93/22/CEE s'entendent comme faites à la présente directive. Les références à des termes définis dans la directive 93/22/CEE, ou à des articles de ladite directive, s'entendent comme faites au terme équivalent défini dans la présente directive ou à l'article correspondant de la présente directive." Le 30 avril 2006 expire également le délai de transposition de la directive 2004/39/CE, dont l'article 4, paragraphe 1, point 14, définit le concept de «marché réglementé». Le renvoi à l'article 1^{er}, point 13, de la directive 93/22/CEE doit par conséquent s'entendre comme une référence à cet article 4, paragraphe 1, point 14, de la directive 2004/39/CE.

En ce qui concerne ces dernières sociétés - que le règlement précité dénomme "sociétés qui font appel public à l'épargne" et le rapport au Roi joint au projet "sociétés cotées" -, les États membres n'ont pas la faculté de reporter au 1^{er} janvier 2007, ainsi que le ferait l'article 3 du projet s'il fallait admettre, comme le suggère le rapport au Roi, qu'il est également appelé à s'appliquer à de telles sociétés de gestion, l'entrée en vigueur des obligations résultant de l'article 4 du règlement n° 1606/2002 ³.

L'arrêté en projet ne peut en effet contrarier les effets directs de cet article du règlement, dont les obligations s'imposent du reste aux sociétés de gestion "qui font appel public à l'épargne" indépendamment de toute intervention des autorités nationales ⁴.

(3) Sous réserve, cependant, des facultés de dérogation à cet article 4 prévues par l'article 9 du même règlement. Pour ce qui concerne les mesures d'exécution de ce règlement en droit belge, il y a lieu de se reporter non seulement à l'arrêté royal du 5 décembre 2004 portant modification de l'arrêté royal du 23 septembre 1992, précité, mais aussi aux arrêtés royaux du 4 décembre 2003 portant exécution de l'article 10, § 1^{er}, 2°, de la loi du 2 août 2002 relative à la surveillance du secteur financier et aux services financiers et du 18 janvier 2005 relatif à l'application des normes comptables internationales.

(4) Ainsi peut-on notamment lire, dans le rapport au Roi précédant l'arrêté royal du 5 décembre 2004, précité, les explications suivantes :

"Aux termes de l'article 5 du «règlement européen du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales», précité, les États membres peuvent autoriser ou obliger des sociétés autres que cotées à établir leurs comptes consolidés conformément aux normes comptables internationales adoptées selon la procédure prévue à l'article 6 du Règlement. L'application obligatoire par les établissements de crédit et les entreprises d'investissement garantit la comparabilité de l'information financière, notamment à des fins prudentielles, et favorise pour ce type d'entreprises les possibilités d'accès au marché intérieur des capitaux.

Elle rejoint par ailleurs la Communication de la Commission européenne au Conseil et au Parlement européen du 13 juin 2000. Au demeurant, l'arrêté soumis à Votre signature ne porte pas préjudice à l'applicabilité directe du Règlement européen aux entreprises cotées tenues d'établir des comptes consolidés conformément aux normes comptables internationales avec effet au 1^{er} janvier 2005.

(...)

L'article 7 met en œuvre la possibilité prévue par l'article 5 du Règlement européen du 19 juillet 2002 d'imposer aux entreprises non cotées l'application des IAS/IFRS adoptés à l'échelon européen. Le choix est fait, en concertation avec la CBFA et la Banque Nationale de Belgique, et après consultation du secteur, d'utiliser les normes internationales pour l'établissement des comptes consolidés des établissements de crédit et des entreprises d'investissement à partir du 1^{er} janvier 2006, c'est-à-dire un an plus tard que l'obligation similaire imposée par le Règlement aux entreprises cotées. Ce choix fait suite au manque de clarté en ce qui concerne l'acceptation de la norme IAS 39 en matière de comptabilisation et d'évaluation des instruments financiers, norme particulièrement importante pour le secteur financier."

Il s'ensuit que, si ces sociétés de gestion sont également visées à l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, en projet, à l'article 2, l'article 3 du projet ne peut fixer son entrée en vigueur à l'égard desdites sociétés que conformément à l'article 4 du règlement n° 1606/2002 précité, et non le 1^{er} janvier 2007.

2. D'ailleurs, depuis sa modification par l'arrêté royal du 5 décembre 2004, l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes consolidés des établissements de crédit et des entreprises d'investissement leur rend applicables les articles 109, 111, 113, 114, 115, 117, § 2, 119, 120, 121 et 146 à 148⁵ du Code des sociétés.

L'utilisation de cette méthode s'explique par le fait que, conformément aux articles 108, 1° et 3°, et 145, 1° et 3°, de ce code, ses articles 109 à 121 et 146 à 150 ne sont applicables ni aux sociétés régies par la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, à la Banque nationale de Belgique, à l'Institut de réescompte et de garantie et à la Caisse des dépôts et consignations, ni aux entreprises d'investissement visées dans la loi du 6 avril 1995, précitée.

Or, tel n'est pas le cas des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif de droit belge : le Code des sociétés ne les exempte pas de l'application de ces dispositions, auxquelles elles sont par conséquent soumises par l'effet de la loi. Il ne convient dès lors pas qu'un arrêté royal les leur déclare applicables ou non.

Le procédé que met en œuvre l'arrêté royal du 23 septembre 1992, précité, dont l'article 2 du projet tend à remplacer l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, est donc approprié pour les établissements de crédit et entreprises d'investissement visés aux 1° et 2° de cet alinéa, mais non pour les sociétés de gestion auquel le 3° qui le compléterait étendrait l'application de cet arrêté royal.

(5) Articles 2, 4, alinéa 1^{er}, 6, alinéa 1^{er}, et 7 à 9 de l'arrêté royal du 23 septembre 1992, précité

Comme l'article 117, § 1^{er}, du Code des sociétés - selon lequel "le Roi détermine la forme et le contenu des comptes annuels consolidés" - est dès lors applicable à ces sociétés de gestion, c'est donc l'article 114 de l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés - article remplacé, en exécution de cet article 117, § 1^{er}, par l'arrêté du 18 janvier 2005 relatif à l'application des normes comptables internationales ⁶ - qu'il y a lieu de modifier afin d'y prévoir que les sociétés de gestion non visées à l'article 4 du règlement n° 1606/2002 - donc non "cotées" au sens de l'article 4 du Code des sociétés - seront désormais tenues, comme le permet l'article 5 de ce règlement, d'établir leurs comptes consolidés conformément aux normes comptables internationales adoptées selon la procédure prévue à l'article 6, paragraphe 2, du même règlement.

Ainsi présentée, la modification envisagée serait réalisée comme le prévoit l'article 185, alinéa 3, de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement, par l'adaptation des règles prises en exécution de l'article 117 du Code des sociétés.

Pour ces sociétés, il serait préférable de prévoir, comme l'indique par ailleurs le rapport au Roi, que l'entrée en vigueur est fixée à l'exercice commençant le 1^{er} janvier 2007 ou après cette date.

⁽⁶⁾ Le deuxième considérant figurant dans le préambule de cet arrêté précise qu'il "donne la possibilité aux sociétés non cotées en bourse d'établir leurs comptes annuels consolidés conformément aux normes comptables internationales approuvées par la Commission européenne à la date de clôture de leur bilan".

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	J. JAUMOTTE,	conseillers d'État,
Madame	M. BAGUET,	
Monsieur	G. KEUTGEN,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C. VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS

KV

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 40.005/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 7 maart 2006 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de geconsolideerde jaarrekening van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen", heeft op 27 maart 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Zoals in het bij het ontwerp gevoegde verslag aan de Koning wordt uitgelegd, vormt dit ontwerp de uitvoering van artikel 185, tweede lid, 2°, van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, dat als volgt luidt :

"De Koning bepaalt, na advies van de CBFA, volgens welke regels alle beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging : (...) hun geconsolideerde jaarrekening opmaken, controleren en openbaar maken en het jaar- en controleverslag over deze geconsolideerde jaarrekening opmaken en openbaar maken."

Het volgende lid van hetzelfde artikel bepaalt :

"Daartoe kan Hij de ter uitvoering van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen genomen regels, alsook, onder de voorwaarden van de artikelen 122, eerste lid, en 123 van het Wetboek van vennootschappen, de ter uitvoering van de artikelen 92 en 117 van het Wetboek van vennootschappen genomen regels, aanpassen, wijzigen en vervolledigen."

Artikel 2 van het ontwerp voorziet daartoe in de vervanging van het eerste lid van artikel 1 van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de geconsolideerde jaarrekening van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen, waarvan de

.../...

huidige redactie ontstaan is uit artikel 2 , 1°, van het koninklijk besluit van 5 december 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de geconsolideerde jaarrekening van de kredietinstellingen, waarbij dat lid vervangen is door het volgende :

" Dit besluit geldt voor :

- 1° de kredietinstellingen naar Belgisch recht bedoeld in artikel 1 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen met uitsluiting van de Nationale Bank van België, het Bestuur der Postchecks en de Deposito- en Consignatiekas;
- 2° de beleggingsondernemingen naar Belgisch recht bedoeld in artikel 44 van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs."

In plaats van deze opsomming alleen aan te vullen met een onderdeel 3°, waarin wordt verwezen naar de naar Belgisch recht opgerichte beheervennootschappen van instellingen voor collectieve beleggingen, om de toepassing van het voormelde koninklijk besluit van 23 september 1992 uit te breiden tot de laatstgenoemde vennootschappen, vervangt artikel 2 van het ontwerp zodoende eveneens de huidige onderdelen 1° en 2° die hierboven worden weergegeven, en wijzigt het daarenboven het slot van onderdeel 1°.

Die onderdelen 1° en 2° vormen evenwel niet de uitvoering van artikel 185, tweede en derde lid, van de voormelde wet van 20 juli 2004, waarop het ontwerp steunt, maar van respectievelijk artikel 44, derde lid, 2°, van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen en artikel 91, tweede lid, 2° van de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, de bemiddelaars en beleggingsadviseurs.

Bepaaldelijk in verband met de wijziging van het slot van onderdeel 1°, moet er ook op gewezen worden dat artikel 44, derde lid, 2°, van de voormelde wet van 22 maart 1993 naast het advies van de Commissie voor het Bank-, Financie- en Assurantiewezen, ook dat van de Nationale Bank van België, waarom niet is verzocht, voorschrijft en dat het laatste lid van datzelfde artikel ook het volgende bepaalt :

"De in dit artikel bedoelde besluiten en reglementen worden genomen na raadpleging van de kredietinstellingen via hun representatieve beroepsverenigingen."

.../...

Het ontwerp is echter evenmin het onderwerp geweest van een zodanige raadpleging.

In verband met de beoogde wijzigingen in de onderdelen 1° en 2°, dienen de hierboven vermelde wettelijke raadplegingen plaats te vinden. De aanhef moet dienovereenkomstig worden aangepast. Indien zulks niet geschiedt, kan artikel 2 van het ontwerp het gehele eerste lid van artikel 1 van het voormelde koninklijk besluit van 23 september 1992 niet vervangen¹ : het moet zich ertoe beperken het aan te vullen met het ontworpen onderdeel 3°.

Deze opmerking wordt gemaakt onder voorbehoud van de hiernavolgende andere opmerkingen, die een grondiger herziening van het ontwerp impliceren.

Rechtsgrond

1. Uit het bij het ontwerp gevoegde verslag aan de Koning blijkt het volgende :

"Het besluit dat ter ondertekening wordt voorgelegd, bepaalt dat de naar Belgisch recht opgerichte beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging, zoals de kredietinstellingen en beleggingsondernemingen, onderworpen worden aan het verplicht gebruik van internationale standaarden voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening voor het boekjaar dat begint op of na 1 januari 2007 . Deze regeling sluit aan bij de Europese verordening van 19 juli 2002 betreffende de toepassing van internationale standaarden voor jaarrekeningen die beursgenoteerde ondernemingen verplicht één enkel stelsel van internationale standaarden voor jaarrekeningen toe te passen bij het opstellen van hun geconsolideerde jaarrekening.

Het besluit legt het gebruik van de internationale standaarden op zowel voor beursgenoteerde als voor niet beursgenoteerde ondernemingen. Dit is conform artikel 5 van voormelde Verordening volgens welk de lidstaten andere dan beursgenoteerde ondernemingen kunnen toestaan of verplichten hun geconsolideerde jaarrekening op te stellen in overeenstemming met bedoelde internationale standaarden voor jaarrekeningen . Een dergelijke uitbreiding is reeds van toepassing op de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen ingevolge het koninklijk besluit van 5 december 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de geconsolideerde jaarrekening van de

(1) Het tweede lid van de aanhef van het ontwerp zou ook moeten worden aangevuld om daarin meer in het bijzonder te verwijzen naar artikel 1, eerste lid, van dat koninklijk besluit van 23 september 1992, vervangen bij het koninklijk besluit van 5 december 2004. Die vervanging zou evenzo moeten worden vermeld in de inleidende zin van artikel 2 van het ontwerp, alsmede bovendien in artikel 1 ervan, aangezien artikel 1 van het voormelde koninklijk besluit van 5 december 2004 het opschrift vervangt van dat van 23 september 1992.

kredietinstellingen. In het Verslag aan de Koning bij het koninklijk besluit van 5 december 2004 wordt de verplichte toepassing door beursgenoteerde en niet-beursgenoteerde kredietinstellingen en beleggingsondernemingen gemotiveerd met verwijzing naar de vergelijkbaarheid van de financiële informatieverstrekking en de toegang tot de kapitaalmarkt. De redenen die pleiten voor het onderwerpen van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen aan de internationale standaarden voor jaarrekeningen, gelden mutatis mutandis voor de beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging. Bovendien zijn kredietinstellingen, beleggingsondernemingen en beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging alle bedrijvig in de financiële sector en is er nauwe verwantschap tussen de aard van hun bedrijvigheid."

Bij deze toelichting behoort de volgende opmerking te worden gemaakt.

Het is zo dat artikel 5 - "Keuzemogelijkheden aangaande jaarrekeningen en niet-beursgenoteerde ondernemingen" - van verordening (EG) nr. 1606/2002 van het Europees Parlement en de Raad van 19 juli 2002 betreffende de toepassing van internationale standaarden voor jaarrekeningen, het volgende bepaalt :

"De lidstaten kunnen: (...) andere dan de in artikel 4 bedoelde ondernemingen toestaan of verplichten hun geconsolideerde jaarrekening en/of hun jaarrekening op te stellen, overeenkomstig de internationale standaarden voor jaarrekeningen die volgens de procedure van artikel 6, lid 2, zijn goedgekeurd."

Artikel 4 - "Geconsolideerde jaarrekening van beursgenoteerde ondernemingen" - van dezelfde verordening, luidt evenwel als volgt :

"Voor elk boekjaar, beginnend op of na 1 januari 2005, stellen ondernemingen die onder het recht van een lidstaat vallen hun geconsolideerde jaarrekening op overeenkomstig de internationale standaarden voor jaarrekeningen die volgens de procedure van artikel 6, lid 2, zijn goedgekeurd, indien hun effecten op de balansdatum zijn toegelaten tot de handel op een gereguleerde markt van een lidstaat in de zin van artikel 1, punt 13, van Richtlijn 93/22/EEG van de Raad van 10 mei 1993 betreffende het verrichten van diensten op het gebied van beleggingen in effecten." ²

(2) Artikel 69 van richtlijn 2004/39/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 april 2004 betreffende markten voor financiële instrumenten, tot wijziging van de Richtlijnen 85/611/EEG en 93/6/EEG van de Raad en van Richtlijn 2000/12/EG van het Europees Parlement en de Raad en houdende intrekking van Richtlijn 93/22/EEG van de Raad, luidt als volgt :
"Richtlijn 93/22/EEG wordt ingetrokken met ingang van (30 april 2006). Verwijzingen naar Richtlijn 93/22/EEG worden gelezen als verwijzingen naar de onderhavige richtlijn. Verwijzingen naar begrippen die worden omschreven in, dan wel artikelen van Richtlijn 93/22/EEG worden gelezen als verwijzingen naar het overeenkomstige begrip omschreven in, dan wel het artikel van deze richtlijn." Op 30 april 2006 verstrijkt ook de termijn voor de omzetting van richtlijn 2004/39/EG, waarvan artikel 4, lid 1, punt 14, het begrip "gereguleerde markt" definieert. De verwijzing naar artikel 1, punt 13, van richtlijn 93/22/EG moet bijgevolg beschouwd worden als een verwijzing naar dat artikel 4, lid 1, punt 14, van richtlijn 2004/39/EG.

In verband met de laatstgenoemde "ondernemingen" - die in de voormelde verordening en in het verslag aan de Koning "beursgenoteerde ondernemingen" worden genoemd - , kunnen de lidstaten de inwerkingtreding van de uit artikel 4 van verordening nr. 1606/2002 voortvloeiende verplichtingen niet uitstellen, zoals artikel 3 van het ontwerp zou doen, mocht, zoals in het verslag aan de Koning wordt gesuggereerd, worden aangenomen dat het eveneens moet worden toegepast op zulke beheervennootschappen ³.

Het ontworpen besluit mag immers de rechtstreekse gevolgen van dat artikel van de verordening niet in de weg staan, waarvan de verplichtingen overigens gelden voor de "beursgenoteerde" beheervennootschappen, los van elke bemoeiing van de nationale overheden ⁴.

(3) Onder voorbehoud evenwel van de in artikel 9 van dezelfde verordening bepaalde mogelijkheden om van dat artikel 4 af te wijken. In verband met de maatregelen inzake de uitvoering van deze verordening in het Belgische recht, dient verwezen te worden niet allen naar het voormelde koninklijk besluit van 5 december 2004 tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1992, maar tevens naar de koninklijke besluiten van 4 december 2003 tot uitvoering van artikel 10, § 1, 2°, van de wet van 2 augustus 2002 betreffende het toezicht op de financiële sector en de financiële diensten en van 18 januari 2005 houdende toepassing van de internationale boekhoudnormen.

(4) Zo kan men in het verslag aan de Koning bij het voormelde koninklijk besluit van 5 december 2004 onder meer de volgende toelichting lezen :

"Volgens artikel 5 van voormelde "Europese Verordening van 19 juli 2002 betreffende de toepassing van internationale standaarden voor jaarrekeningen", kunnen de lidstaten andere dan beursgenoteerde ondernemingen toestaan of verplichten hun geconsolideerde jaarrekening op te stellen in overeenstemming met de internationale standaarden voor jaarrekeningen die volgens de procedure van artikel 6 van de Verordening zijn goedgekeurd. De verplichte toepassing door kredietinstellingen en beleggingsondernemingen waarborgt de vergelijkbaarheid van de financiële informatieverstrekking inzonderheid voor prudentiële doeleinden en bevordert voor dit type van ondernemingen de mogelijkheden om toegang te hebben tot de interne kapitaalmarkt.

Ze is bovendien in overeenstemming met de Mededeling van de Europese Commissie aan de Raad en het Europees Parlement van 13 juni 2000. Dit besluit doet overigens geen afbreuk aan de rechtstreekse werking van de Europese Verordening ten aanzien van de beursgenoteerde ondernemingen die een geconsolideerde jaarrekening dienen op te stellen volgens de internationale standaarden met ingang van 1 januari 2005.

(...)

Artikel 7 maakt gebruik van de mogelijkheid bepaald in artikel 5 van de Europese verordening van 19 juli 2002 om de toepassing van de Europees goedgekeurde IAS/IFRS te verplichten voor niet beursgenoteerde ondernemingen. In overleg met de CBFA en de Nationale Bank van België en na raadpleging van de sector wordt geopteerd voor een gebruik van internationale standaarden voor de opstelling van de geconsolideerde jaarrekening van kredietinstellingen en beleggingsondernemingen vanaf 1 januari 2006, dit is één jaar later dan de Verordening de gelijkaardige verplichting oplegt voor beursgenoteerde ondernemingen. De reden hiervoor is onduidelijkheid omtrent de endossering van de voor de financiële sector bijzonder belangrijke internationale standaard IAS 39 betreffende de erkenning en waardering van financiële instrumenten."

Daaruit volgt dat, hoewel ook in het ontworpen artikel 1, eerste lid, 3°, wordt verwezen naar die beheervervennootschappen (artikel 2 van het ontwerp), artikel 3 van het ontwerp de inwerkingtreding van het ontwerp ten aanzien van de genoemde vennootschappen uitsluitend mag vaststellen overeenkomstig artikel 4 van voormelde verordening nr. 1606/2002, en niet op 1 januari 2007.

2. Overigens verklaart het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de geconsolideerde jaarrekening van de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen, sedert de wijziging ervan bij het koninklijk besluit van 5 december 2004, de artikelen 109, 111, 113, 114, 115, 117, § 2, 119, 120, 121, en 146 tot 148⁵ van het Wetboek van Vennootschappen van toepassing op die kredietinstellingen en beleggingsondernemingen.

Het gebruik van deze methode kan worden uitgelegd door het feit dat overeenkomstig de artikelen 108, 1°, en 3°, en 145, 1° en 3°, van dat Wetboek, de artikelen 109 tot 121 en 146 tot 150 ervan geen toepassing vinden op de vennootschappen die vallen onder de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, op de Nationale Bank van België, op het Herdiscontering- en Waarborginstituut, op de Deposito- en Consignatiekas en evenmin op de in de voormelde wet van 6 april 1995 bedoelde investeringsondernemingen.

Zulks is evenwel niet het geval met de naar Belgisch recht opgerichte beheersvennootschappen van instellingen voor collectieve belegging : het Wetboek van vennootschappen onttrekt hen niet aan de toepassing van deze bepalingen, waaraan zij bijgevolg uit kracht van de wet onderworpen zijn. Het gaat bijgevolg niet aan dat een koninklijk besluit die artikelen al dan niet op hen toepasselijk verklaart.

De werkwijze die wordt ingevoerd bij het voormelde koninklijk besluit van 23 september 1992, van welk besluit artikel 2 van het ontwerp artikel 1, eerste lid, beoogt te vervangen, is dus geschikt voor de kredietinstellingen en de beleggingsondernemingen bedoeld in de onderdelen 1° en 2° van dat lid, maar niet voor de beheervervennootschappen waartoe onderdeel 3°, die het zou aanvullen, de toepassing van dat koninklijk besluit zou uitbreiden.

⁽⁵⁾ Artikelen 2, 4, eerste lid, 6, eerste lid, en 7 tot 9 van het voormelde koninklijk besluit van 23 september 1992.

Aangezien artikel 117, § 1, van het Wetboek van vennootschappen - luidende : "De Koning bepaalt de vorm en de inhoud van de geconsolideerde jaarrekening" - bijgevolg van toepassing is op die beheervenootschappen, is het dus artikel 114 van het koninklijk besluit van 30 januari 2001 tot uitvoering van het Wetboek van vennootschappen, welk artikel ter uitvoering van dat artikel 117, § 1, vervangen is bij het besluit van 18 januari 2005 houdende toepassing van de internationale boekhoudnormen ⁶ - dat dient te worden gewijzigd, teneinde erin te bepalen dat de beheervenootschappen die niet worden vermeld in artikel 4 van Verordening nr. 1606/2002 - dus niet-beursgenoteerd in de zin van artikel 4 van het Wetboek van vennootschappen - er voortaan, op grond van artikel 5 van deze verordening, toe gehouden zullen zijn hun geconsolideerde jaarrekening op te stellen overeenkomstig de internationale boekhoudnormen, goedgekeurd volgens de procedure waarin artikel 6, lid 2, van dezelfde Verordening voorziet.

Zo gezien zou de geplande wijziging uitgevoerd worden zoals bepaald wordt in artikel 185, derde lid, van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles, door de ter uitvoering van artikel 117 van het Wetboek van vennootschappen vastgestelde regels aan te passen.

Voor die vennootschappen zou het verkieslijk zijn om, zoals bovendien in het verslag aan de Koning wordt vermeld, te bepalen dat de inwerkingtreding wordt vastgesteld "voor het boekjaar dat begint op of na 1 januari 2007".

⁽⁶⁾ De tweede overweging in de aanhef van dat besluit preciseert dat het "de mogelijkheid biedt aan de niet-beursgenoteerde vennootschappen om hun geconsolideerde jaarrekening op te stellen met toepassing van de door de Europese Commissie op de datum van afsluiting van de balans goedgekeurde internationale normen".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	J. JAUMOTTE,	staatsraden,
Mevrouw	M. BAGUET,	
de Heer	G. KEUTGEN,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	A.-C. VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. JAUMOTTE.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

A.-C. VAN GEERSDAELE

Y. KREINS